

Recherche bibliographique sur microfinance et pauvreté

BIM n° 207 - 29 novembre 1999
Geneviève NGUYEN

(Message en réponse à une demande de références sur le thème : Rôle des systèmes financiers décentralisés dans la lutte contre la pauvreté)

La bibliographie sur la problématique de la microfinance comme outil de lutte contre la pauvreté est très abondante. Voici un peu mon point de vue et quelques références.

Pour caricaturer un peu le débat, on peut effectivement dire qu'il existe diverses opinions sur la question : ceux qui pensent que la microfinance est effectivement un moyen efficace de lutte contre la pauvreté, ceux qui soutiennent l'idée que la microfinance doit être considéré comme un service financier et une institution financière à part entière même si celle-ci s'adresse à une catégorie de clients particuliers, d'autres qui pensent que c'est un moyen déguisé d'une politique « fuite en avant » dans le contexte actuel de libéralisation des économies. Le débat est loin d'être tranché.

Face à ce débat, des études et analyses institutionnelles et d'impact ont été réalisées pour essayer d'éclairer ce débat. Les résultats là aussi sont très diversifiés selon le contexte et la méthodologie adoptée. On peut, cependant, relever quelques similitudes :

- > A part les institutions de microfinance qui pratiquent une politique de ciblage volontariste sur les plus pauvres, les autres institutions (en particulier les institutions de type mutualiste gérées par les membres eux-mêmes) ne touchent pas forcément la couche de population la plus pauvre. Et là, les interviews avec les différentes catégories de population montrent que les gens sont assez d'accord pour dire que la microfinance n'est pas forcément destinée aux plus pauvres et que d'autres moyens existent, comme les systèmes de solidarité traditionnels qui relèvent davantage de la charité.
- > Les systèmes de microfinancement offrent des services qui correspondent soit à des micro-crédits, soit à des services de dépôts à vue ou des dépôts à terme qui restent de courte durée et de petit montant. Sauf quelques exceptions, ces services et institutions n'ont pas encore atteint le changement d'échelle qui permettrait aux bénéficiaires d'amorcer un réel processus d'accumulation de richesse (dépôts à moyen et long termes pouvant être transformés en crédits à moyen terme, et crédits à moyen terme pour des investissements). Les résultats tendent à dire que la microfinance est un outil davantage de redistribution de richesse que de création. Elle permettrait à des femmes de s'intégrer dans la vie économique, à des familles pauvres à moyennement pauvres de mieux « lisser leurs revenus et

consommation » face aux aléas économiques, mais ne permet pas forcément de relever le seuil moyen de pauvreté.

- > Dans tous les cas, la microfinance seule ne suffit pas. Des actions complémentaires sont nécessaires mais à réfléchir en dehors du cadre de la microfinance.

Quelques références (liste qui est loin de couvrir toute la richesse des écrits sur le sujet) :

■ Sur le débat

- > Gibbons, D. et S. Kasim. 1990. "Banking on the rural poor." Center for Policy Research, édité par University Sains Malaysia, Malaysia.
- > Nowak, M. 1991. « Le rôle du crédit dans le développement » Actes du XII séminaire d'économie rurale « Finance rurale et développement en Afrique de l'Ouest », Ouagadougou 1991, M. Benoit-Cattin et C. Cuevas (eds), CIRAD, Montpellier.
- > Le Stum, P. 1994. « Grameen Bank: instrument bancaire ou instrument de développement? » Techniques Financières et Développement N°33, déc 93 - janv 94, Epargne Sans Frontière, Paris, pp. 40 à 50.
- > Schneider, H. 1997. « Microfinance pour les pauvres ? » Document FIDA/OCDE.
- > Adams, D. 1991. « Comment établir des marchés financiers ruraux durables? » Actes du XII séminaire d'économie rurale « Finance rurale et développement en Afrique de l'Ouest », Ouagadougou 1991, M. Benoit-Cattin et C. Cuevas (eds), CIRAD, Montpellier.
- > Motchané, J.L. 1999. « Quand les pauvres séduisent les banques. » Le Monde Diplomatique d'avril 1999.

■ Analyse institutionnelle et d'impact

- > Hulme, D. et P. Mosley. 1996. "Finance against Poverty: Vol. 1 et Vol. 2" London: Routledge Ed.
- > Ouattara, K. et al. 1997. « The Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées in the Dogon Region of Mali: Elements of Impact." Economic and Sociology Occasional Paper N°2395, Rural Finance Program, The Ohio State University, Columbus, Etats-Unis.
- > Gentil, D. et Doligez, F. 1997. « Impact des systèmes financiers décentralisés. Etude comparée dans trois pays d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Guinée. » PRAOC, Secrétariat d'Etat à la Coopération, Paris.
- > Le Roy, P. et Robert, M. 1999. « L'impact micro-économique du crédit rural au Nord Vietnam. » Collection Etudes et Travaux, édité par le GRET, Paris.

Re: Recherche bibliographique sur la microfinance

CONTRIBUTION - 07 décembre 1999
G. NGUYEN – (CIRAD)

Olivier Pierard a écrit :

Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par « d'autres qui pensent que c'est un moyen déguisé d'une politique « fuite en avant » dans le contexte actuel de libéralisation des économies ».

Je faisais en fait allusion à l'article provocateur de Motchané, publié dans le Monde Diplomatique (Motchané, J. L. 1999. « Quand les pauvres séduisent les banques. » Le Monde Diplomatique d'avril 1999). Cet article donne un bon résumé du point de vue qui considère la microfinance, comme un outil alibi de la privatisation. Le sous-titre de l'article est d'ailleurs « Le micro-crédit, alibi de la privatisation. »

Le point de vue est critiquable et dépend de l'interprétation que l'on donne à la mouvance actuelle de la microfinance :

- > une recherche à tout prix de l'autonomie financière, centrée autour des *Best Practices*, que l'on pourrait effectivement interpréter comme une manière de résoudre le problème budgétaire que connaissent de nombreux Etats et la baisse de l'aide publique au développement dans les pays du Nord. Là aussi, un discours, deux réalités : celle des pays du Sud où les crédits subventionnés sont décriés et celle des pays du Nord où le « crédit solidaire » reste fortement subventionné.
- > le désengagement ou la faible implication des banques publiques dans le financement du développement rural.

Essayer de savoir qui a raison ? Je pense que l'on rentre là dans des débats relativement stériles sauf peut-être si l'on discute sur un autre terrain, celui de l'éthique de la microfinance : Qu'est ce qui est important dans la microfinance, pour quoi et comment est-elle née ? Quel peut être son impact ? Et par rapport à ces objectifs et impacts, comment doit on envisager la question du coût que cela représente pour les individus d'un part, et pour la société d'autre part ?

Re: Recherche bibliographique sur la microfinance

CONTRIBUTION - 29 novembre 1999
M. LABIE

Il existe de nombreuses recherches sur l'impact des systèmes financiers décentralisés et des organisations de microfinance en terme de pauvreté.

En ce qui me concerne, je viens d'écrire un petit ouvrage sur la microfinance intitulé « La microfinance en questions - limites et choix organisationnels » publié aux Editions Luc Pire et où une présentation synthétique de cette question est faite dans le chapitre 4.

Pour une approche plus systématique, voici quelques références qui me semblent faire partie des « incontournables » :

- > Gulli, H. (1998). "Microfinance and Poverty. Questioning the Conventional Wisdom", Inter-American Development Bank.
- > Hulme, D., Mosley, P. (1996). "Finance Against Poverty", Volume I & II, Routledge, London.
- > Morduch, J., (1998). "The Microfinance Schism", Development Discussion Paper n°626, Harvard Institute for International Development, Harvard University, February.
- > Navajas, S., Schreiner, M., Meyer, R., Gonzalez-Vega, C., Rodriguez-Meza, J., (1998). "Microcredit and the Poorest of the Poor : Theory and Evidence from Bolivia", Economics and Sociology Occasional Paper, 2524, Rural Finance Program, Ohio State University.

Les deux premières références sont des ouvrages, les deux secondes des articles (qui peuvent d'ailleurs être obtenu directement au travers du réseau internet en se rendant sur les sites respectifs de l'Harvard Institute for International Development et de l'Ohio-State University).